La République d'Albanie et la question du Kosovo

Kolë GJELOSHAJ et Jean-Michel de WAELE

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/621>

DOI : [10.4000/cemoti.621](https://doi.org/10.4000/cemoti.621)

ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2000

ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Kolë GJELOSHAJ et Jean-Michel de WAELE, « La République d'Albanie et la question du Kosovo », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 29 | 2000, mis en ligne le , consulté le 07 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/621> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cemoti.621>

Ce document a été généré automatiquement le 7 septembre 2020.

Tous droits réservés

La République d'Albanie et la question du Kosovo

Kolë GJELOSHAJ et Jean-Michel de WAELE

La récente guerre du Kosovo a posé de nombreuses questions sur les Balkans et leur avenir. La communauté internationale a repris conscience de l'existence d'une « question albanaise » dans la région. La réalisation de ce que ses voisins appellent la « Grande Albanie » et que les Albanais nomment « Albanie ethnique » pour évoquer l'union des territoires de peuplements albanais est à nouveau discutée y compris en dehors de la région. L'objectif de cet article est de faire le point sur les relations ayant existé au cours de ces dernières décennies entre la république d'Albanie et le Kosovo. Nous tenterons d'apporter des éléments de réponses à certaines questions : La République d'Albanie a-t-elle pu influencer l'évolution de la situation ? Quelles furent les politiques suivies par Tirana envers le Kosovo ? Existe-t-il une continuité politique entre les positions prises durant les différentes périodes du régime communiste et la période actuelle ? Enfin, y a-t-il un consensus national albanais autour de la question du Kosovo ?

L'influence de Tirana au Kosovo a été peu étudiée jusqu'à présent¹. On ne trouve en effet que des éléments épars chez les meilleurs auteurs, ce qui s'explique par deux raisons principales. D'abord, le sujet a longtemps semblé secondaire, ensuite, comme souvent dans ce genre de problématique une partie de l'influence s'est organisée de façon occulte. Nous ne disposons pas d'informations sur le rôle des services secrets des différentes parties en présence. Les sources en la matière sont évidemment inexistantes, et peu de témoins des événements ont fourni des éléments probants permettant de se faire une idée objective en la matière, la désinformation, la réécriture de l'histoire pesant là aussi d'un poids considérable. Ainsi, il est possible que certains événements aient été préparés, organisés ou aidés par des “forces étrangères” ou au contraire par des “agents provocateurs”.

La circonspection s'impose d'autant plus que les différentes parties en cause ont, comme nous le verrons, largement mobilisé, souvent sans preuve les interventions étrangères et occultes pour expliquer le déroulement des événements. Entre intoxication, désinformation, construction a posteriori, retournement d'agents et

complots, le chercheur ne peut trancher. L'importance de ces interventions n'étant pas mesurable, la prudence et la modestie s'imposent.

Toutefois, le manque d'information en la matière ne doit pas empêcher l'analyse des relations entre l'Albanie et le Kosovo qui ne peut être circonscrite aux influences parallèles. Contrairement à une tendance bien présente dans la région, l'histoire ne peut se résumer à une série de complots plus ou moins bien organisés visant à déstabiliser les voisins avec l'aide de grandes puissances étrangères. Ce qui importe en la matière ce sont les tendances lourdes au sein des sociétés, les rapports de forces internes.

Il importe plus dans l'analyse des slogans, des manifestations, des actions, et des mobilisations de connaître l'écho qu'ils reçoivent au sein des différentes populations, au sein des différents groupes sociaux et ethniques que de savoir s'ils ont été préparés à l'extérieur ou par des personnes servant des intérêts étrangers, l'essentiel restant, en dernière instance, d'expliquer le pourquoi des événements et l'enchaînement des dynamiques. L'analyse de l'influence de Tirana au Kosovo ces dernières décennies nécessite un double rappel : d'une part ce que l'on nomme la question albanaise et le sort des minorités albanaises, d'autre part la genèse de la question du Kosovo.

La question albanaise et les minorités albanaises

En simplifiant et en résumant, on peut estimer que la question albanaise se pose parce que la république d'Albanie (28748 km²) n'englobe pas la totalité des territoires où vivent les Albanais. La nation albanaise est actuellement composée de 5,6 millions de personnes vivant dans les Balkans répartis sur les territoires de trois pays : la République d'Albanie qui est peuplée de 3,3 millions de citoyens dont 92 % d'albanais de souche, la Yougoslavie (Serbie-Monténégro) en regroupe près de 1,95 million, et 23 % de la population totale de la république de Macédoine est peuplée d'Albanais soit 450 000 personnes. Ces Albanais constituent "l'aire de peuplement albanaise"². Si l'on ajoute les Albanais émigrés en Grèce, en Italie, et dans les autres pays occidentaux, il y a donc plus d'Albanais en dehors de l'Albanie que dans le "pays des aigles".

Les situations vécues par les minorités albanaises dans les États limitrophes diffèrent selon les cas. Si la population albanaise fraîchement émigrée en Grèce doit faire face aux problèmes d'intégration que rencontre toute nouvelle immigration, la situation des Albanais de Macédoine pose des questions d'équilibre interne à ce nouvel État, tandis qu'au Monténégro, la communauté albanaise qui n'a jamais été source de conflit, s'est positionnée du côté de Podgorica dans la lutte entre la Serbie et le Monténégro.

La République de Macédoine

La République de Macédoine qui proclame son indépendance en 1991 était l'une des six Républiques qui composaient la Fédération de Yougoslavie. Cet État a du faire face à deux problèmes majeurs, l'hostilité de puissants voisins (Grèce et Bulgarie) qui contestaient son existence explicitement ou implicitement d'une part et la place de la communauté albanaise en son sein d'autre part. Elle fut reconnue par Tirana en avril 1993.

Ce nouvel État est composé selon diverses estimations de 20 à 40 % d'Albanais. Pour Skopje, sur une population de 2,1 millions, un peu plus de 20 % de la population se considère comme albanaise. Sous la pression de la communauté internationale, un recensement fut organisé en 1994. Il se dégage de celui-ci que la population macédonienne est représentée à hauteur de 66,5 % de la population totale tandis que la population albanaise représenterait 22,9 %. Tirana estime, pourtant, qu'il faut compter sur 40 % de minoritaires albans en Macédoine. Cette population est surtout présente

de manière homogène au Nord-Ouest de la République. Les Albanais de cette République se sentent très proches des Albanais du Kosovo. Plusieurs raisons contribuent à ce sentiment, d'abord parce qu'ils ont lutté ensemble avant le démembrement de la Yougoslavie, particulièrement lors des manifestations de 1968. Les revendications portaient alors sur la formation d'une République du Kosovo laquelle aurait également englobé le territoire macédonien peuplé d'Albanais. Ensuite, parce qu'un grand nombre d'entre eux possèdent de la famille de l'autre côté de la frontière. L'accueil de nombreux réfugiés du Kosovo depuis 1990 dans les structures claniques et familiales a permis de jouer le rôle de soupape pour Skopje qui ne pouvait se permettre de leur venir en aide.

Les Albanais de Macédoine critiquent surtout la Constitution qui leur reconnaît un statut de "minorité nationale" et non pas, comme ils le désirent, de "nation constituante", ce qui leur aurait donné un statut égal aux Macédoniens. Le paroxysme de l'affrontement entre les Albanais et les autorités, s'est cristallisé en 1995 autour de la fondation de l'université en langue de Tetovo. Cet établissement dont les cours sont dispensés en langue albanaise est interdit par les autorités macédoniennes. En 1997, les mairies de Tetovo et Gostivar se virent interdire la possibilité de hisser le drapeau albanais.

Pour comprendre la complexité de la situation, il faut noter à la suite de H.Stark que : "...le niveau de vie des Albanais de Macédoine est sensiblement plus élevé que celui des Albanais du Kosovo et même de l'Albanie, ce qui a contribué à freiner les velléités de sécession (et de réunification avec le Kosovo) des Albanais de Macédoine " ³.

De même, les partis politiques albanais de Macédoine (Parti de la Prospérité Démocratique -PPD-- et Parti démocratique Albanais-- PDA-) participent au plus haut niveau de la vie politique macédonienne et ce, sans interruption depuis la proclamation de l'indépendance de cette République. La victoire des nationalistes de l'ORIM (Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne) lors des élections législatives des 18 octobre et 1^{er} novembre 1998⁴ n'a pas contrarié la présence albanaise au sein du gouvernement, ce qui explique qu'Olivier Deslondes parle de "minorité incontournable" ⁵.

Le Monténégro

Il existe également une minorité albanaise au Monténégro. Cette République a décidé de rester associée à la République de Serbie afin de former la troisième Yougoslavie suite au référendum qui se déroula en 1992. Les Albanais qui représentent 8 % de la population totale estimée à 650 000 habitants, se situent au Nord-Est de cette République à la frontière avec le Kosovo, dans la banlieue (Tuzi) de Podgorica, la capitale et enfin à Ulcinj sur la côte Adriatique à la frontière albanaise.

L'Union Démocratique des Albanais et l'Alliance Démocratique les représentent politiquement. Ils ont voté massivement pour l'actuel président de la République Milo Djukanovic lors des élections présidentielles anticipées d'octobre 1997 et pour la coalition « Vivre Mieux » conduite par ce dernier lors des législatives de mai 1998. M. Djukanovic s'opposait à Momir Bulatovic, président du Monténégro de 1992 à 1997 qui était soutenu par Slobodan Milosevic. Actuellement, un Monténégrin d'origine albanaise, Ljuidj Juncaj, est Secrétaire d'Etat chargé de la protection des Droits des groupes ethniques et nationaux.

La question du Kosovo

Quant à la question du Kosovo, qui " relève de ces problèmes aussi insolubles que l'énoncé en est simple, c'est-à-dire une terre pour deux peuples Serbes et Albanais au

nationalisme aussi exacerbé l'un que l'autre"⁶, nous l'évoquerons dans les pages qui suivent. Rappelons ici brièvement que la question du Kosovo est un cas typique de confrontation de légitimité historique entre deux peuples. Selon la thèse albanaise, descendant des Illyriens, ceux-ci s'installent dans cette région des Balkans, dès le III^e siècle avant J.C. Les Albanais se considèrent donc comme un peuple autochtone de la région. À la suite de l'invasion de la Porte, ils se convertissent massivement à l'Islam. Pour les Serbes, le Kosovo représente le berceau de leur civilisation. Au Moyen âge, la région forme le cœur de l'église orthodoxe et du royaume Serbe, jusqu'à la défaite des chrétiens balkaniques face aux armées ottomanes en 1389 à Kosovo Polje, qui marque le début de la domination ottomane dans la région. Une autre raison plus rarement mise en avant à propos de l'intérêt pour le Kosovo est sa situation centrale dans les Balkans, comme l'écrit M. Roux : « ...accessible de tous les côtés, il constitue à l'échelle des Balkans une plaque tournante... »⁷.

Les tensions entre Serbes et Albanais ont de profondes racines historiques. Les rivalités régionales entre orthodoxes et musulmans exacerberont les sentiments. De même, le nombre relativement important de fonctionnaires albanais dans l'administration ottomane amèneront les Serbes à les considérer comme des oppresseurs au même titre que les Turcs.

Les territoires peuplés majoritairement d'Albanais, composés de quatre vilayets, furent divisés lors de la conférence des Ambassadeurs tenue à Londres (1912-1913). C'est ainsi que des terres majoritairement peuplées d'Albanais sont attribuées entre autres au Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes qui mène déjà une politique d'assimilation forcée. Les relations et l'attitude du régime albanais envers le Kosovo seront dépendantes de l'évolution de ses relations avec le régime de Belgrade.

Les positions que prend Tirana à l'égard des Albanais du Kosovo sont déterminées par des facteurs de deux ordres différents mais fortement corrélés : d'une part, de l'évolution de ses relations complexes avec le régime titiste et d'autre part, de sa politique intérieure et de sa crainte de perdre son autonomie, la situation réelle des Kosovars en Yougoslavie n'apparaissant jamais sous le régime communiste comme déterminante dans l'attitude de Tirana.

La seconde guerre mondiale

Le parti communiste d'Albanie, créé officiellement le 8 novembre 1941, est très rapidement encadré par les communistes yougoslaves, l'universitaire américain d'origine albanaise Arshi Pipa allant même jusqu'à dire que le Parti Communiste Albanais (PCA) n'était qu'une branche à ce moment du Parti Communiste Yougoslave (PCY)⁸, ce que semble confirmer le communiste albanais Sadik Premtaj⁹. Il affirme que ce sont les membres de groupes communistes d'Albanie établis au Kosovo qui entrèrent en contact avec Meladin Popovic et Dusan¹⁰ qui vont contribuer à unir les groupes communistes d'Albanie pour les contrôler¹¹.

Pour les communistes yougoslaves, il y avait d'évidents intérêts politiques et stratégiques à l'ouverture d'une résistance albanaise au Kosovo et en Albanie afin d'immobiliser des forces de l'Axe dans un terrain particulièrement difficile pour elles. De plus, pour les communistes yougoslaves, le soulèvement des Albanais contre les Nazis était un préalable indispensable dans l'optique d'une revendication à l'autodétermination des peuples, d'autant plus qu'ils avaient évoqué le retour du Kosovo à l'Albanie deux fois officiellement, la première fois lors du quatrième congrès du parti en 1928 à Dresde et une autre fois à Zagreb en 1940¹².

Enfin, l'aide de la résistance titiste à leurs "frères albanais" s'explique également par une volonté de contrebalancer la politique "pro-albanaise" des fascistes italiens et des nazis. En effet, il faut rappeler qu'à partir de 1941, le Kosovo est intégré à la Grande Albanie constituée par Mussolini¹³. Les forces de l'Axe qui se sont succédé en Albanie se sont présentées comme protectrice de la nation albanaise. La participation des Albanais du Kosovo au sein des instances mises en place pour diriger le pays des aigles sera très importante puisque au sein du Comité Exécutif Provisoire mis en place par les Allemands, qui succédèrent aux Italiens en 1943, deux des six membres étaient des Albanais du Kosovo. Des gestes plus symboliques vont également être posés par les Kosovars qui ont réuni du 16 au 19 septembre 1943 la "Seconde Ligue de Prizren"¹⁴ en souvenir de la rencontre d'intellectuels albanais dans cette ville du Kosovo en 1878 demandant que les quatre vilayets peuplés majoritairement d'Albanais soient rassemblés.

Enfin, lors de la première réunion du Conseil provincial du Peuple du Kosovo (31 décembre 1943 au 2 janvier 1944) qui se tient dans le district de Tropojë (dans le Nord de l'actuel Albanie), l'union avec Tirana est à nouveau souhaitée¹⁵. L'appui des régimes mussolinien et nazi à la grande Albanie compliquera fortement la tâche des partisans de cette solution quelle que soit leur couleur politique.

Les communistes albanais se trouveront dépendant politiquement et militairement par rapport à la résistance titiste, ce qui justifie le fait qu'ils aient accepté de n'avoir aucune activité politique au Kosovo. Cette subordination explique également la volte face des communistes albanais après leur participation en 1943 à la conférence de Mukje où le Parti communiste conclut un accord avec le Balli Kombëtar (Front national -BK-) qui fut créé en novembre 1942. Lors de cette conférence, les deux composantes s'accordent sur la revendication de la création d'une Albanie ethnique pour réparer les injustices de 1913, la question du Kosovo devant être réglée par référendum après la guerre. Mais, un mois plus tard, sous la pression des yougoslaves et de S.Vukmanovic-Tempo, responsable de la résistance titiste en Macédoine, les communistes albanais dénoncent cet accord marquant ainsi les limites imposées par les communistes yougoslaves à la résistance communiste albanaise à propos du Kosovo. Cela n'empêchera pas les troupes d'Enver Hoxha de libérer certaines régions du Kosovo et de Macédoine. Enfin, c'est sans doute Elez Biberaj qui a le mieux résumé la situation à propos des relations entre les PC yougoslave et albanais concernant la question nationale albanaise : "Because of their subordinate position in relation to the YCP, the Albanian communists from Kosovë and the ACP did not challenge the Yugoslav decision on such vital issue for the Albanian nation. As the war approached its end, it became apparent that, once again, Kosovë was destined to come under renewed foreign rule"¹⁶. L'après-guerre

La victoire sur le fascisme ne permet pas la fusion des deux entités peuplées majoritairement d'Albanais. Durant la période de 1945 à 1948, les Yougoslaves semblent posséder une influence déterminante à Tirana : "A cette période, les relations étaient au beau fixe. Outre un traité d'amitié et de coopération, Tirana et Belgrade ont signé quelque 27 traités bilatéraux, par le biais desquels la Yougoslavie a pris le contrôle, tout au long des années 1944-1948, de la politique étrangère, militaire et commerciale de l'Albanie"¹⁷.

Le choix de Staline contre Tito effectué par la direction albanaise dans la rupture entre Belgrade et Moscou, en 1948, s'explique en grande partie par la volonté d'une des factions des communistes albanaises organisées autour d'Enver Hoxha de se libérer de

la tutelle yougoslave. Outre des considérations de politique interne Hoxha craignant de perdre son pouvoir au profit du " titiste " Koçi Xoxe ce choix leur permet d'échapper à plusieurs plans de réorganisation régionale envisagés à Belgrade. Selon la direction yougoslave, l'Albanie aurait soit rejoint une large confédération balkanique dominée par Tito, soit le pays des aigles serait devenu la septième République de la Fédération Socialiste de Yougoslavie. Ce qui dans un cas comme dans l'autre aux yeux de la direction yougoslave réglait le problème de la minorité albanaise qui existait sur son territoire.

Après 1948, l'Albanie sacrifie d'une certaine manière le Kosovo à l'existence d'un Etat dans les contours fixés par les grandes puissances en 1913. L'alliance avec l'Union soviétique permet à l'Albanie de se consolider. Les dirigeants de Tirana n'évoqueront quasiment jamais la question du Kosovo, les communistes d'Albanie étant trop occupés à consolider leur position à l'intérieur du pays. L'écrivain albanais Ismail Kadare résume cette politique de la sorte : "Une violente campagne se développa en Albanie contre la Yougoslavie. Pourtant, bien qu'on s'en prît à Tito, on ne faisait allusion nulle part au Kosovo où la moitié de la nation albanaise subissait une oppression atroce. On attaquait Tito uniquement parce qu'il avait porté atteinte aux principes du marxisme-léninisme " ¹⁸.

Les dirigeants albanais ne peuvent prendre le risque, y compris après la rupture avec Tito, de s'investir dans la cause des Albanais du Kosovo. La situation interne reste en effet marquée par la fragilité durant de longues années. Comme le note Cabannes : "Les purges de la ligne yougoslave- en novembre 1948 et à l'été 1949-, la rupture officielle des relations diplomatiques avec Belgrade (12 novembre 1948) et la réorganisation du Parti communiste devenu Parti du travail d'Albanie marquèrent le début de la lutte contre le révisionnisme et de l'édification d'un national-communisme albanais. Ce national-communisme trouva dans le thème de l'identité albanaise son terrain de prédilection. Privée dès l'origine d'une partie notable de la population albanophone, affaiblie par les particularismes locaux, la nation n'avait ni force ni unité au moment de l'accession au pouvoir d'Enver Hoxha"¹⁹.

La violence des purges anti-titistes démontre la crainte de l'influence yougoslave en Albanie. Hoxha décide d'éviter toute provocation à l'encontre du régime yougoslave vilipendé pour ses déviations au marxisme-léninisme, pour ses alliances avec les "cléricalo fascistes", et avec les "impérialistes" américains. Du sort du peuple du Kosovo, il n'en est guère question.

Le silence de Tirana à l'égard du Kosovo pendant les années cinquante est d'autant plus coupable aux yeux des Kosovars que durant cette période ils subissent une sévère répression menée par E. Rankovic, qui dirigeait la police politique (UDBA) jusqu'en 1966. Comme, l'écrit Champeix : "Il est probable qu'Enver Hoxha avait compris que, en dépit, de certaines hésitations de Tito, les Serbes n'abandonneraient pas le Kosovo. Il se résigna d'autant mieux que la réalisation de ses projets et son aspiration au pouvoir personnel n'auraient pu qu'être entravées par une `grande Albanie' comprenant la totalité des guègues. C'est pourquoi Enver Hoxha est toujours accusé par les exilés `républicains' albanais d'avoir bradé le Kosovo aux Serbes pour imposer son pouvoir à une Albanie amoindrie. C'est évidemment excessif car, compte tenu de la disproportion des forces et du prestige de Tito, les communistes albanais, quel que fût leur désir, ne pouvaient guère avancer de revendications territoriales. Hoxha a seulement préféré fonder, sous sa férule, un Etat albanais minimal mais indépendant, plutôt que

d'envisager la formation d'une 'Grande Albanie' dans le cadre de la Fédération yougoslave dominée par Tito"²⁰.

Tirana prend la parole

La période "soviétique" (1948-1960) de l'Albanie est marquée à la fois par un silence complet à propos de la situation de la minorité albanaise du Kosovo et ce malgré la répression dont elle est victime et par une dénonciation virulente du régime titiste. La rupture avec l'Union soviétique au début des années soixante, fait évoluer la pratique et le discours de Tirana. En effet, les dirigeants d'Albanie commencent à s'exprimer en faveur de la défense des droits des kosovars et à exiger pour ces derniers un statut équivalent aux autres peuples de Yougoslavie. Les articles dans le quotidien Zëri i Popullit (la voix du peuple) vont se multiplier : "La sauvagerie politique chauvine de la clique titiste pour la dénationalisation des régions albanaises de Kosovo" (en 1964) ou encore : "La population albanaise de Yougoslavie ne se laisse ni tromper, ni soumettre par la clique titiste" (en 1967). La politique albanaise envers la Yougoslavie durant les années soixante et soixante-dix est marquée par l'ambiguïté, voire la contradiction. En effet, si la presse officielle dénonce avec virulence le sort réservé à la population du Kosovo, le gouvernement ne pose jamais le problème dans aucune instance internationale.

E. Hoxha résume à plusieurs reprises la position officielle albanaise "Nous n'interviendrons jamais dans les affaires intérieures de Yougoslavie... mais nous avons le droit d'élever notre voix pour défendre les intérêts vitaux de la population albanaise de Yougoslavie"²¹. Le secrétaire général du Parti du travail d'Albanie fera ainsi de nombreuses déclarations modérées sur la question : "Les liens fraternels de sang et de langue qui nous unissent aux Albanais du Kosovo, de Macédoine et du Monténégro, nos traditions, et nos coutumes nationales communes nous donnent le droit, sans nous ingérer dans les affaires intérieures de l'état yougoslave et en respectant les normes internationales, de nous intéresser à ce qu'ils jouissent de tous les droits, libertés et avantages dont jouissent les autres peuples de la Fédération yougoslaves"²².

Il faut d'ailleurs remarquer le décalage du discours de Tirana par rapport à la réalité concrète sur le terrain au Kosovo. Il ne tient aucun compte, dans ses dénonciations de la nette amélioration du statut des kosovars au début des années soixante-dix. La force des déclarations verbales tente de camoufler le manque d'action concrète.

Les relations entre les deux pays sont marquées par des tendances contradictoires.

D'une part, les polémiques idéologiques ne cessent pas et les accusations réciproques d'intervention dans leurs affaires intérieures sont légions. C'est en 1968 qu'eut lieu la première manifestation estudiantine au Kosovo pendant que l'Albanie vivait sa révolution culturelle. Belgrade accusera Tirana d'avoir fomenté et encouragé ces troubles. Mais d'autre part, les relations économiques et culturelles s'approfondiront jusqu'à déclarer une solidarité commune envers les dangers d'intervention soviétique ressentis par Tito et Hoxha après l'écrasement du printemps de Prague en 1968.

L'Albanie s'engagerait à intervenir militairement si l'URSS envahissait la Yougoslavie ou la Roumanie²³.

Le quotidien yougoslave Borba souligne quant à lui que la querelle idéologique entre Tirana et Belgrade devait céder le pas aux « intérêts communs » pour la sauvegarde de la souveraineté nationale²⁴. De plus, Tirana, malgré ou à cause de sa politique d'autarcie ne pouvait se permettre de couper ses relations commerciales avec la Yougoslavie qui constituait son principal partenaire commercial.

Enfin, suite aux manifestations estudiantines de 1968, la situation des Albanais en Yougoslavie s'améliore, les Albanais du Kosovo devenant un pont entre Belgrade et Tirana. L'année suivante, ils obtiennent une autonomie élargie. En 1970, l'Université de Prishtina est créée, et en 1974, le statut de "Province Autonome" est accordé au Kosovo. Comme nous le verrons, l'ouverture d'une université jouera un rôle déterminant dans la formation d'une élite politique albanaise au Kosovo. De même, la collaboration culturelle fut instrumentalisée par Tirana pour gagner de l'influence au sein de certains secteurs de la population albanaise du Kosovo. Des organisations marxistes-léninistes y verront le jour.

Les références de plus en plus fréquentes par les jeunes Kosovars aux symboles de l'Albanie communiste (drapeaux, personnages historiques, ...) créent dans la diaspora albanaise des divisions entre les Albanais anticommunistes ayant fui le régime de Hoxha et des Kosovars regardant vers l'Albanie communiste. Les années quatre-vingt voient naître une nouvelle situation qui s'explique par des facteurs d'ordre interne et externe pour les deux entités.

L'économie yougoslave connaît de graves signes de crise. Des réformes urgentes et profondes s'imposent, mais la disparition de Tito paralyse le pouvoir politique à Belgrade. La Yougoslavie entre dans une profonde récession économique sans direction politique forte. Le vide du pouvoir, le recul rapide du niveau de vie de la population et l'absence de perspective politique et économique formeront un riche terreau pour la montée des nationalismes.

L'Albanie connaît, elle aussi, une situation économique et politique complexe suite à la rupture définitive avec l'allié chinois en 1978. La Yougoslavie devint le principal partenaire économique. Elle permettra même le désenclavement du pays des aigles grâce à l'ouverture d'une ligne ferroviaire entre le Monténégro et l'Albanie en 1986. De 1970 à 1981, le commerce entre les deux pays passera de 12 millions à 134 millions de dollars.

En dehors des profondes difficultés économiques suite à l'interruption de l'aide chinoise, la direction albanaise devra gérer ses divisions entre les tenants d'une plus grande ouverture au monde et les tenants de la ligne dure prônant le maintien de l'autarcie. Ces derniers l'emporteront après un dur combat marqué par le "suicide" du second de l'Etat albanaise, Mehmet Shehu.

Tandis que l'Albanie se trouve fragilisée économiquement et politiquement, le Kosovo s'enflamme suite aux nombreuses manifestations estudiantines violemment réprimées qui voient le couvre-feu instauré à plusieurs reprises. Il semble difficile d'impliquer le gouvernement albanaise dans les événements de 1981 au Kosovo, malgré les accusations yougoslaves d'ingérence dans ses affaires intérieures²⁵.

Mais, au-delà des déclarations tonitruantes, l'Albanie n'aura d'autre choix que de donner la priorité aux relations économiques avec le régime de Belgrade. Pour Miranda Vickers, les groupes idéologiquement proches de Tirana menant des actions "subversives" au Kosovo embarrassaient les dirigeants de Tirana²⁶. Les discours martiaux de Tirana ont pu susciter chez les Kosovars des espoirs que l'Albanie n'avait ni les moyens, ni la volonté de réaliser. On parlera dès lors d'"Albanie utopique", d'autant plus utopiques que les Albanais du Kosovo qui se réfugiaient au pays des aigles étaient majoritairement renvoyés en Yougoslavie.

Il n'existe pas d'étude empirique qui permet de se faire une idée précise des sentiments que nourrissait la majorité de la population albanaise du Kosovo envers le régime communiste albanaise. Si on peut trouver traces de groupes marxistes-léninistes, si les

observateurs soulignent la présence dans les manifestations de slogans pro-Tirana, il ne semble pas pour autant que, dans l'ensemble, la population du Kosovo ait été particulièrement attirée par le régime d'Enver Hoxha.

Plusieurs raisons expliquent cette situation : d'abord les Kosovars pouvaient se montrer très déçus du peu d'intérêt que leur portait Tirana. Il était clair que malgré les désaccords idéologiques, la solidarité avec les "frères albanais" serait secondaire par rapport au maintien des relations économiques avec Belgrade.

Ensuite, le type de vie pour le moins spartiate, l'interdiction de la religion, le manque de liberté de déplacement, de presse ou d'expression ne pouvaient attirer une population qui participait pleinement à l'éclosion de la société de consommation en Yougoslavie et qui bénéficiait des devises envoyées par les émigrés d'Europe occidentale. Durant les meilleures années du régime titiste, il valait mieux être Albanais en Yougoslavie qu'en Albanie.

La situation et les sentiments de la population évoluèrent quand la répression de la population majoritaire du Kosovo devint systématique, et le fait même d'être Albanais un sujet de suspicion, quand un système proche de l'Apartheid se mit en place sous la direction de S. Milosevic. Malgré cela, en 1988, lors de la Conférence des Etats balkaniques, le ministre des Affaires étrangères albanais, Reis Malili continuait d'affirmer que le pays des aigles n'interviendrait jamais dans les affaires internes de son voisin.

Les relations entre les Albanais du Kosovo et Tirana apparaissent marquées par l'ambiguïté. Le type de régime n'était certainement pas envié et même rejeté par de larges franges de la population anticomuniste et conservatrice du Kosovo, mais d'autre part Tirana dispensait seule une aide culturelle qui se révéla centrale pour la construction des élites politiques de la région, renforçant ainsi l'idée d'une Albanie utopique aux yeux des Albanais de l'ex-Yougoslavie.

Le rôle des universités

La coopération culturelle entre les deux pays devient rapidement centrale dans les relations entre la population du Kosovo et l'Albanie qui en fait un instrument d'influence directe ou indirecte. Comme nous l'avons déjà souligné par ailleurs²⁷, les universités de Tirana, de Prishtina et plus récemment de Tetovo (Macédoine) jouent un rôle emblématique dans la défense et le maintien d'une culture albanaise y compris en dehors du territoire national. On ne peut comprendre les relations entre l'Albanie et le Kosovo sans un rapide détour par le rôle joué par l'Université de Prishtina.

Le besoin des Albanais de s'affirmer soit face à des ensembles politiquement et culturellement puissants comme au Kosovo, soit pour légitimer une politique intérieure comme ce fut le cas durant le régime communiste d'Enver Hoxha, a conduit les Albanais qui n'ont pas de tradition scolaire ou universitaire à développer les études albanologiques au sein d'établissements universitaires récents.

L'université de Prishtina, capitale du Kosovo, a été créée en février 1970 dans une atmosphère de rapprochement entre les deux Etats balkaniques. Cette détente "culturelle" accompagne le rapprochement économique entre Tirana et Belgrade. Il s'agissait de dépasser les différends idéologiques, qui les opposaient et de répondre au soulèvement des étudiants et des intellectuels albanais au Kosovo et en Macédoine en 1968.

Il est remarquable que, dès sa création, tant Belgrade que Tirana acceptent que cette dernière s'engage à subvenir à tous les besoins auxquels ce nouvel établissement devait faire face, lui ouvrant ainsi une possibilité d'influence culturelle et politique. Tirana se

voyait implicitement reconnaître un rôle dans la vie éducative et culturelle du Kosovo, preuve s'il en est, de l'amélioration des relations entre les deux Etats et des assurances que Belgrade a dû recevoir de Tirana en ce qui concerne la non-déstabilisation de la province.

Les accords de coopération entre l'université de Tirana et de Prishtina seront annuellement renouvelés jusqu'en 1981, excepté pour l'année académique 1975-76. De 1970 à 1981 ce seront au total 224 professeurs en provenance de Tirana qui enseigneront à Prishtina, parmi lesquels l'actuel président de la République albanaise, Rexhep Mejdani.

La formation progressive d'une élite albanaise au Kosovo ira de pair avec l'émergence de la défense du "particularisme albanais". Celui-ci eut besoin de s'affirmer dans une Yougoslavie où provinces et républiques gagnent de plus en plus de pouvoir.

Au mois de mars 1981, les étudiants de l'université de Prishtina se soulèvent pour protester contre les mauvaises conditions matérielles au sein de l'université, mais bien vite le mouvement prend des allures politiques et nationalistes. Le slogan "Kosova République" mobilise une partie de la population albanaise. Suite à ces événements, la répression à l'encontre des Albanais du Kosovo devient systématique. Plus de 2000 personnes sont arrêtées en 1981. La coopération culturelle entre les deux pays est interrompue, Belgrade accusant Tirana d'avoir organisé les troubles malgré ou à cause des difficultés politiques et économiques que connaissait le régime Hoxha. "Le pouvoir central de Belgrade n'a jamais pu se résoudre à donner le statut de République à la région, car il pensait que les Kosovars ne souhaitaient qu'une chose : le rattachement de l'Albanie. C'était une erreur, car les Kosovars, qui sont propriétaires de leurs terres, qui consomment, pratiquent leur religion et peuvent émigrer à l'étranger, n'étaient pas désireux de tomber sous la coupe des dirigeants staliniens de Tirana"²⁸ rappelle fort justement J-P Champseix.

Le soulèvement de 1981 apparaît suite aux événements qui mèneront au démantèlement de la Yougoslavie à partir de 1991 comme la première manifestation ouverte et violente marquant, après la mort de Tito, le conflit entre le centre et la périphérie. Il faut en effet rappeler que c'est par le Kosovo que Slobodan Milosevic commence sa campagne nationaliste.

L'université de Prishtina devient le symbole de la résistance des Kosovars aux Serbes mais aussi le lieu privilégié du développement du nationalisme albanais. La présence d'un centre intellectuel dans la capitale a pour effet de faire de celle-ci le centre de la contestation et de la résistance nationale albanaise. Face à la dégradation de la situation au Kosovo, les revendications albanaises se polarisent autour de slogans comme "Kosovo République" et "Vive Enver Hoxha".

En septembre 1990, les autorités serbes interdisent l'enseignement en albanais.

L'université est désormais dédiée à Saint-Sava. La langue albanaise y est interdite et l'encadrement albanais y est congédié pour refus d'allégeance. Les autorités serbes réservent désormais le même nombre de places aux étudiants non-albanais et albanais alors que ceux-ci représentent 85 % de la population. Ainsi les Albanais organisent le boycott de l'université ce qui aura pour conséquence qu'aucun étudiant albanais ne profite des 18 000 places qui leur étaient réservées pour la rentrée académique de 1993. Cette question de l'éducation reste importante puisque le 17 août 1999, le premier Ministre d'Albanie, Pandeli Majko, pressait son ministre de l'Education, Ethem Ruka, d'établir un plan pour l'unification de l'éducation en langue albanaise que ce soit au

Kosovo, en Macédoine et en Albanie et par là même d'intensifier la coopération entre les Universités de Prishtina et de Tirana.

C'est dans ce climat de coopération entre les deux établissements que vont voir le jour au milieu des années soixante-dix, des groupuscules politiques²⁹. Les références idéologiques des responsables à l'étranger de l'Armée de Libération du Kosovo (Ushtria Çlirimtare e Kosovës-UÇK) seront puisées dans ces groupes. En effet, les membres de ceux-ci qui ont pris une part active dans les différentes protestations au Kosovo durant les années quatre-vingt, ont pour la plupart émigré en Suisse et en Allemagne. Cette filiation supposée et la concordance dans le temps entre la création de ces groupes et l'adoption d'une nouvelle Constitution en Yougoslavie en 1974 augmenteront les suspicions à l'égard des Albanais aussi bien de Yougoslavie que d'Albanie.

Durant le régime communiste, l'attitude du gouvernement de Tirana fut donc modérée à l'égard de la question du Kosovo. La question ne sera jamais évoquée devant les instances internationales, et l'aide concrète à la population du Kosovo ne dépasse pas le domaine culturel. Malgré cela, si cette aide fut bien accueillie, elle ne se fit pas sans difficultés. Le journaliste kosovar Dukagjin Gorani déclarait à ce propos : « Pour nous, apprendre l'albanais standard ³⁰ a été comme apprendre une langue étrangère » ³¹.

En dehors d'un rapport de force défavorable, d'un besoin de relation économique et d'accusations réciproques de déstabilisation interne, le clivage inter-albanais entre les Tosques et les Guègues joue un rôle non négligeable dans la relative indifférence de la direction communiste albanaise envers le Kosovo.

Le clivage nord-sud et le poids du passé

La division nord/sud est inscrite dans l'histoire albanaise et la géographie du pays.

Alors que le nord est constitué par un enchevêtrement de montagnes à l'accès difficile, replié sur lui-même et sans contact avec l'étranger, le sud est par la proximité de l'Italie et de la Grèce traditionnellement plus ouvert sur l'extérieur. En simplifiant, on peut dire que les nordistes sont traditionnellement plus conservateurs que les sudistes, plus ouverts et plus influencés par l'Occident. Comme le résume G. Jandot : "L'opposition guègue-tosque repose sur une différence linguistique, mais aussi une organisation tribale différente, sur des oppositions allant du costume à l'habitat, de la religion majoritaire aux coutumes apprises des ancêtres. Deux nations, de faible ampleur, mais nettement hostiles, comme il est de tradition dans l'ensemble de ces peuples balkaniques"³².

Géographiquement, la frontière entre les Guègues et les Tosques se situe au niveau du fleuve Shkumbi qui traverse le pays plus ou moins en son milieu. Il importe de souligner que le mouvement communiste albanaise qui fut au pouvoir avec Enver Hoxha à sa tête sera largement d'essence tosque. Les principaux dirigeants historiques tel qu'Enver Hoxha sont issus du sud du pays. Les Tosques bénéficieront de certains avantages évidents sous le régime communiste. Ainsi dans le processus d'unification de la langue albanaise, c'est le dialecte tosque qui est choisi au détriment du dialecte guègue. Durant toute la période communiste, la prédominance tosque s'affirme dans les organes de direction du parti ce qui alimentera les réserves traditionnelles du nord envers le régime d'Enver Hoxha.

A. Pipa cite des chiffres éloquentes à cet égard : "En l'espace de 28 ans, entre le Ie et le VIIe congrès du parti (1948-1976), sur un total de 99 sièges au bureau politique (y compris les candidats), 84 furent occupés par des Tosques et seulement 15 par des Guègues (...) la position des Guègues s'améliorant après les élections de 1986 (...) reflétant la venue au pouvoir d'Alia né à Shkodër de parent kosovar mais élevé à Tirana

"³³. La résistance du nord au régime communiste sera toujours supérieure à celle observée dans le sud. Il n'est pas étonnant de constater que c'est à Shkodër que les premières manifestations contre le régime communiste se sont produites en juillet 1990.

Ainsi, la réémergence du clivage nord-sud permet de constater que le régime d'E.Hoxha n'avait ni permis son expression publique, ni réussi à apporter une solution viable autre que répressive à cette question centrale pour l'Albanie moderne. Si la prédominance tosque est incontestable, le régime parvint néanmoins à intégrer les structures ancestrales des guègues.

Néanmoins, la rapide résurgence de ces antagonismes ethniques démontre combien les tentatives de solution apportées par le régime communiste se sont révélées superficielles. De façon souterraine, derrière la chape de plomb policière et idéologique, ils ont été entretenus par les cultures familiales, villageoises et claniques qui ont donc continué à fonctionner relativement indépendamment malgré le sévère contrôle auquel l'ensemble de la société fut soumis. Il fallut peu de temps pour que le clivage traditionnel tosque - guègue retrouve sa place. Nous avons montré la pertinence de cet élément lors de la mini-guerre civile du printemps 1997 ³⁴.

La division Nord-Sud nous permet ici de rappeler brièvement qu'un autre élément culturel, la religion, a souvent été évoqué comme obstacle à la réunion des deux entités albanaises. En effet, au sein de la prédominance tosque dans le régime communiste, l'importance de la minorité orthodoxe constitue à elle seule une force incontournable : "Bien que les orthodoxes soient une minorité de moins de 20 %, leur participation au Bureau Politique et au gouvernement est bien plus élevée que leur nombre. Des 29 membres et candidats qui ont siégé au Bureau Politique de 1948 à 1976, 12 étaient (nés) orthodoxes (41,4 %), 16 musulmans (55,2 %) et 1 catholique (3,4 %)..." Autrement dit, la minorité orthodoxe est presque aussi puissante au sommet du pouvoir que la majorité musulmane qui est trois fois plus nombreuse"³⁵. La constitution de "l'Albanie ethnique" réduirait la proportion chrétienne de l'ensemble de ce nouvel élément. La population albanaise du Kosovo est composée de musulmans (95 %) et de catholiques (5 %). Mais plus que cette différence religieuse, la réunification créerait deux pôles de pouvoir politique et économique qui se concurrenceraient. En effet, le Sud de l'Albanie et le Kosovo sont les deux régions de l'aire de peuplement albanaise qui ont les niveaux les plus élevés en termes éducatif, économique et de participation et d'organisation politique. Cette distinction nous semble pertinente même si le clivage qui transcende l'élément albanais est certainement le clivage centre-périphérie. Finalement, lorsque l'on veut attribuer un rôle à l'Albanie communiste dans la propagande et l'agitation politique des Albanais de l'ex-Yougoslavie, la principale raison citée est qu'Enver Hoxha ne voulait pas que se constitue un second pôle albanais dans les Balkans.

La fin des régimes communistes

Une série de facteurs internes et externes se trouve profondément transformée au début des années quatre-vingt-dix. La question albanaise dans son ensemble et l'influence de l'Albanie au Kosovo se posent désormais dans des termes très largement modifiés. L'effondrement des différents régimes communistes de la région et la fin du monde bipolaire bouleversent les équilibres géostratégiques et la question des alliances privilégiées entre États. D'autres clivages, d'autres intérêts, d'autres priorités apparaissent. Les différentes zones d'influence se redessinent lentement.

Des événements fondamentaux se déroulent tant en Yougoslavie qu'en Albanie. Dans cette dernière, le régime communiste s'effondre, malgré ses tentatives tardives de

réforme, pour laisser place au multipartisme (1990-1991). Même si les premières élections démocratiques voient la victoire du Parti du Travail, nom qu'Enver Hoxha avait donné au PC albanais en 1948, un débat démocratique s'instaure entre autres comme nous le verrons sur la question du Kosovo. De plus, la situation économique catastrophique du pays, son besoin d'aide urgent pour éviter à certains moments la famine, l'exode massif d'une partie de sa population et sa volonté de sortir de son isolement et de s'insérer au sein de la communauté internationale l'obligent, dans sa politique extérieure et dans sa politique envers la question des minorités, à tenir compte des pressions et des exigences "modératrices" de la communauté internationale. Les dirigeants communistes gardent profil bas tout au long de la période de démocratisation progressive qui devait conduire aux premières élections démocratiques de mars 1991.

La Yougoslavie connaît elle aussi des bouleversements radicaux qui mènent à son éclatement et au déclenchement de la guerre en Croatie et en Bosnie. La reconnaissance par la communauté internationale de l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie modifie indirectement la perception de la population albanaise du Kosovo. Si les frontières peuvent être modifiées, pourquoi les Kosovars n'obtiendraient pas ce que d'autres ont réussi à obtenir avec l'aide de grandes puissances européennes ? L'isolement et le rejet du régime Milosevic par les Européens et par les Etats-Unis font naître des espoirs quant à une solution historique à la "question albanaise". Ceux-ci rapidement déçus font perdre confiance à une partie des élites politiques au Kosovo dans les solutions diplomatiques et négociées.

Cette évolution aura également des effets importants sur les objectifs et les revendications au sein de la population albanaise du Kosovo qui connaîtra elle aussi, rapidement le développement d'un multipartisme (1989-90), les différents partis politiques se faisant le porte-parole et le défenseur de variantes parfois opposées tant sur les moyens de lutte que sur les objectifs à atteindre pour la communauté kosovare. Les relations avec l'Albanie deviennent également un sujet de débat au Kosovo. Les principaux partis et organisations politiques des Albanais au Kosovo envisagent tous l'union, d'une manière ou d'une autre, de leur "République" avec l'Albanie. En effet, même si cette revendication n'est pas toujours celle qui est mise en avant, elle est toujours envisagée. Ibrahim Rugova président de la République autoproclamée du Kosovo et président de la Ligue Démocratique du Kosovo défendait comme troisième proposition pour l'avenir du Kosovo : "si les frontières changeaient, nous demanderions le rattachement à l'Albanie"³⁶, tandis que pour Rexhep Qosja, qui préside le Mouvement de l'Union Démocratique (Lëvizja e Bashkimit Demokratik-LBD) regroupant sept formations politiques affirmait: "... il ne peut y avoir pour les Albanais qu'une seule solution à la fois juste et définitive : l'union nationale, solution qui résulte de l'application du droit d'autodétermination"³⁷.

La guerre en Yougoslavie provoque aussi de nombreux effets direct ou indirect pour notre sujet d'étude. La montée du nationalisme en Serbie, et la crainte de l'ouverture d'un nouveau front au Kosovo amplifient la répression de la population au Kosovo. Désormais, les événements de part et d'autre de la frontière entre l'Albanie et le Kosovo s'influencent mutuellement sans que l'on puisse à chaque fois déterminer la part de hasard. Plusieurs exemples peuvent être cités. Ainsi en 1990, deux événements qui se déroulent simultanément, marquent les esprits de la population albanaise. En effet, le 2 juillet 1990, le parlement du Kosovo proclame l'égalité du Kosovo avec les autres Républiques de la Fédération, tandis qu'à Tirana les ambassades sont prises d'assaut

dans ce qu'on peut qualifier de premier mouvement populaire de grande ampleur contre le régime communiste.

C'est en 1990³⁸ que les partis politiques albanais émergent au Kosovo et c'est en décembre 1990 que le multipartisme est autorisé et que le Parti Démocratique de Sali Berisha est créé. Il est intéressant de noter que lors de la première visite officielle du représentant du LDK, Ali Aliu, en Albanie, le 22 février 1991, il déclarait : "nous voulons que Tirana traite le Kosovo non pas seulement comme une matière de politique étrangère mais comme une question nationale"³⁹, ce qui démontrait la différence de perception entre les principaux dirigeants kosovars et les dirigeants socialistes de Tirana. Dès lors, le LDK aura un bureau à Tirana.

De même, le programme du Parti socialiste albanais "héritier" du PTA, parti unique sous E. Hoxha, stipule sur la question : " Notre parti appuiera et soutiendra comme toujours et sans aucune hésitation les demandes des Albanais vivant en Yougoslavie pour le respect de leurs droits nationaux et démocratiques"⁴⁰. Et pour éviter toute ambiguïté, R. Alia, encore président, déclare : "Nous n'interviendrons pas en Yougoslavie"⁴¹. Néanmoins, un large consensus se fait jour en octobre 1991 pour reconnaître l'indépendance de la "République du Kosovo".

La nouvelle campagne électorale de mars 1992 en Albanie ne modifie que très peu la position des anciens communistes. Lors de cette consultation, le Parti démocratique, principale force d'opposition, remporte plus de 62 % des suffrages et une confortable majorité parlementaire. Son programme ainsi que les déclarations de son leader, S. Berisha sont fortement teintés de nationalisme. C'est ainsi que son programme de mars 1991, affirme : "Le Parti Démocratique n'accepte pas la division de la nation albanaise comme permanente. Il luttera pacifiquement et dans le contexte de l'intégration européenne pour réaliser le droit de la nation albanaise au progrès et à l'unité nationale"⁴².

Le ministre démocrate des Affaires étrangères Alfred Serreqi déclare dans une interview en juin 1992 la nécessité pour la réunification de tous les Albanais. L'idée d'une grande Albanie est vue à cette époque avec sympathie par de nombreux militants et cadres du Parti démocratique.

La simultanéité des événements déjà notée, se reproduit en 1992, année durant laquelle arrive au pouvoir par la voie des urnes, S. Berisha à Tirana, et I. Rugova à Prishtina. Ils légitiment en 1992 leurs positions respectives, le premier en tant que leaders de l'opposition aux communistes albanais et le second en tant que représentant des Albanais du Kosovo et Président de la république autoproclamée.

Ainsi, les deux entités les plus importantes de l'aire de peuplement albanaise, seront dirigées en même temps par deux leaders qui ont en commun de succéder aux régimes et dirigeants communistes. Ils devront faire face à des attentes considérables de leurs populations respectives, aussi bien en ce qui concerne la question nationale, et ce particulièrement au Kosovo, que sur le choix de société. Pour la première fois, une certaine identité de vue semblait régner entre les dirigeants des différentes communautés albanaïses ce qui alimente rapidement les craintes de ceux qui croient à la volonté de Tirana de former une "Grande Albanie".

Ibrahim Rugova et Sali Berisha essayeront de consolider leur pouvoir et les structures étatiques. Pour le premier, ce sera la mise en place d'une société parallèle alternative aux structures étatiques de Serbie dont avaient été exclus tous les cadres albanais. Cette "contre-société" ou "société parallèle" comprenant entre autres un système complet d'enseignement, de soins de santé, d'assistance sociale etc, sera financé par un

versement volontaire au gouvernement du premier ministre du Kosovo, Bujar Bukoshi, de 3 % du salaire. Ce système sera appliqué avec succès tant à l'intérieur du Kosovo qu'au sein de la diaspora kosovare. Durant cette période, I. Rugova bénéficiera du soutien quasi unanime de sa population.

Pour S. Berisha, la tâche est plus difficile. En effet, il est confronté à l'effondrement de l'Etat, à la mise en place d'un système de corruption généralisé et à l'émigration massive dans un Etat sans tradition démocratique qui est le plus pauvre d'Europe et dont le taux de natalité est le plus élevé du continent européen. En même temps, l'embargo décrété contre la Serbie fait naître un intense trafic envers celles-ci à travers la frontière albanaise qui provoque non seulement, un développement économique certain mais, aussi un afflux d'argent et d'armes considérables. Du point de vue organisationnel, on peut dire d'une certaine manière que ce fut paradoxalement plus facile pour I. Rugova que pour S. Berisha, car il put compter sur un consensus général et une mobilisation commune face à l'oppression des autorités de Belgrade. Par contre, le Président Albanais perd ses soutiens intérieurs particulièrement à partir de 1995. Il commencera à perdre sa légitimité suite à sa dérive autoritaire et à des comportements non-démocratiques (emprisonnement de journalistes critiques ou de leaders de l'opposition) à son refus de tout dialogue avec l'opposition, ou pour son action déplorable au niveau des droits de l'homme et ses violations des droits de la minorité grecque dont les dirigeants seront accusés d'espionnage, et jugés malgré les condamnations internationales.

À la suite de la proclamation par le Parlement de la province de la « République du Kosovo » le 22 septembre 1991, un référendum sur l'indépendance et la souveraineté est organisé du 26 au 30. Elle fut reconnue, le 22 octobre 1991, par le parlement l'Albanie dont la majorité des fauteuils étaient occupés par les membres du Parti socialiste. L'Albanie fut le seul pays à faire ce geste. On peut toutefois s'interroger sur sa portée. Ce geste qui n'a qu'une valeur symbolique peut être ressenti comme un encouragement pour les Kosovars mais en acceptant la création d'un Kosovo indépendant, les dirigeants de Tirana compliquaient-il tout rattachement de la "République autoproclamée" à la République d'Albanie. Durant cette période, S. Berisha et I. Rugova se soutiendront réciproquement. Ce dernier manifestera sa sympathie pour S. Berisha ⁴³ à plusieurs reprises.

Les relations entre les deux dirigeants se trouveront consolidées par le rôle joué par la population des Albanais du Kosovo en Albanie. En effet, l'ouverture du pays des aigles permit pour la première fois aux Kosovars de se rendre et de s'installer en Albanie librement. Parce que comme nous l'avons déjà signalé, jusqu'en 1991, les Albanais du Kosovo qui voulaient trouver asile en Albanie étaient renvoyés en Yougoslavie. L'espoir qu'ils mettront en S. Berisha qui ne sera pas avare en déclarations à propos du Kosovo avant son élection se concrétisera par une mobilisation de la diaspora kosovare afin de croître les finances du PD. Les Albanais du Kosovo exercent en Albanie un rôle économique important, mais aucune étude n'a été effectuée à ce sujet.

I. Rugova et S. Berisha mènent une politique commune face à la question du Kosovo. En effet, leur politique sera d'internationaliser la question du Kosovo autant que possible. Ils exigent que la province soit placée sous contrôle de l'ONU. Mais alors que Prishtina voulait une présence militaire internationale dans la république autoproclamée comme préalable au début de négociation sur le statut futur du Kosovo, Tirana propose d'une part une rencontre au moins tripartite entre Washington, Prishtina et Belgrade, d'autre part que la levée des sanctions ⁴⁴ contre la Yougoslavie soit liée à la résolution de la

question du Kosovo. Tirana démontre ainsi sa volonté de ne pas être écartée des discussions concernant le statut futur du Kosovo.

L'évolution de la politique albanaise

Si, comme nous l'avons montré, S.Berisha, en tant que chef de l'opposition avait condamné la prudence du gouvernement socialiste et avait tenu de nombreux propos nationalistes, il dut néanmoins rapidement nuancer fortement ses propos et sa politique. En effet, rapidement, confrontée aux réalités du pouvoir et à l'évolution de la situation internationale, les démocrates albanais subissent une profonde évolution vers la modération. En quelques mois, toute idée de rattachement du Kosovo à "la mère patrie" est bannie des discours officiels. L'arrivée sur le devant de la scène des deux hommes politiques albanais se fait, sur fond de guerre dans les ex-républiques de la Fédération yougoslave et d'hostilité de la Grèce face à la proclamation d'indépendance de ce qui était l'ex-république yougoslave de Macédoine. L'Albanie joue pour l'Otan de manière générale et les Etats-Unis en particulier un rôle central et de tête de pont dans la région. Il est significatif de relever que, dans la brochure de présentation du PDA publiée suite aux élections de 1992, il n'est pas fait mention du Kosovo mais on rappelle que : *"Of principal importance for Albania the DP values the development of friendly relations with its neighbouring countries. It intends Albania to fulfil a stabilizing and pacifying role in the Balkan region, by propagating greater mutual respect amongst its nations, and greater tolerance for its minorities"* ⁴⁵.

Toute modification du tracé des frontières est désormais condamnée et dès octobre 1992, le Premier ministre A. Meksi "oublie" de mentionner la République du Kosovo dans son discours devant la 47e session de l'Assemblée générale de l'ONU. Le président S.Berisha, converti au réalisme, prêche pour une solution pacifique au conflit. Il déclare quelque mois après son élection à la présidence à propos du Kosovo : "L'Albanie n'a aucune intention de modifier les frontières existantes... Tant au Kosovo qu'en Macédoine, les populations albanaises doivent faire leur possible pour maintenir la stabilité, car si elles sont entraînées dans la guerre, c'est l'Albanie elle-même qui se trouvera en danger" ⁴⁶. Cette déclaration est sans doute révélatrice de la position de Tirana puisque le Président S.Berisha a comme priorité de ne pas déstabiliser son pays. Le dirigeant kosovar I. Rugova a même été critiqué par des officiels albanais pour son obstination à militer pour une solution indépendantiste ⁴⁷. Les explications de ce changement sont à la fois d'ordre interne et d'ordre externe. Au pays des aigles, la majorité de la population semble nettement plus préoccupée par sa propre survie que par les questions de solidarité avec les frères kosovars. Le Parti Socialiste tentera à son tour de récupérer certains sentiments nationalistes en critiquant l'abandon du Kosovo par les "démocrates" de S.Berisha. Mais dans les faits, il existe plutôt sur cette question un consensus interne entre les deux grandes forces politiques qui facilite grandement l'évolution de la diplomatie albanaise.

La situation économique précaire de l'Albanie ne lui permet pas d'apporter une aide concrète au Kosovo. De plus, la disproportion des forces entre armées yougoslave et albanaise, et la grande désorganisation des forces armées albanaise ont rapidement amené les dirigeants de Tirana à un plus grand réalisme et à une meilleure évaluation des forces en présence.

La communauté internationale confrontée à l'instabilité régionale, fit pression sur le Président albanais pour qu'il reconnaisse le principe de l'intangibilité des frontières alors qu'il déclare avant les élections qui l'ont conduite au pouvoir qu'il ferait tomber le

“Mur des Balkans”. L'aide apportée à Tirana est conditionnée par le fait qu'elle devait garantir la stabilité du pays.

L'affaiblissement des deux dirigeants

Le blocage complet de la situation, l'abandon de la “mère patrie”, durement ressentie, le désintérêt de la communauté internationale qui veut éviter à tout prix de provoquer Milosevic ainsi que l'appauvrissement de la population entraînent en 1994 des divergences à l'intérieur du LDK. Celle-ci subit rapidement l'évolution de l'état d'esprit de la population albanaise du Kosovo.

La tension augmente en 1995 lorsqu'une partie (16 000) des 200 000 Serbes exclus de Krajina sont forcés par Belgrade de s'installer au Kosovo. Cette installation est d'autant plus ressentie que 350 000 Albanais du Kosovo auraient quitté leur terre entre 1990 et 1995. La fin de la guerre en Bosnie et Croatie en 1995 et le peu d'attention accordée à la résolution de la question du Kosovo dans les accords de Dayton, créent des oppositions et des tensions de plus en plus fortes au sein de la société kosovare. La politique pacifique de I.Rugova s'en trouve de plus en plus critiquée pour son absence de résultat et son isolement international. En effet, le soutien des occidentaux était pour le moins ténu d'autant plus que l'Union européenne reconnaît la Yougoslavie en 1996.

L'accord pour la réintégration des Albanais dans le système éducatif fédéral, promu par la communauté catholique italienne de Sant'Egidio et signé le 2 septembre 1996, est la source de nouvelles critiques à l'égard d'I.Rugova. Signé par S. Milosevic et I. Rugova, il ne fut jamais appliqué.

Dans le même temps, en Albanie, S.Berisha est affaibli par les lourdes suspicions qui entourent sa victoire à l'élection présidentielle en mai-juin 1996. C'est donc dans des conditions difficiles pour lui que se déroule la crise due à la chute des sociétés “pyramidales” en 1997. La mini-guerre civile qui se déroule en Albanie aura deux conséquences majeures pour le Kosovo. D'une part, le pillage des dépôts d'armes en Albanie en disperse dans la nature près de 800 000 et d'autre part la tenue d'élections législatives en juin 1997. Lors de celles-ci, S. Berisha perd la majorité au Parlement et par conséquent son fauteuil de Président. Il ne retournera au parlement qu'en mars 1998, suite à l'intensification des combats au Kosovo.

Les socialistes (ex-communistes) pour la première fois au pouvoir dans une Albanie démocratique choisissent l'homme fort du parti, Fatos Nano, à la fonction de Premier Ministre. Il avait déjà occupé cette fonction en 1991 sous l'étiquette PTA. Les rivalités entre lui et S.Berisha qui l'avait emprisonné pèseront sur la question nationale.

Le Parlement élit, le 24 juillet 1997, à la Présidence de la République l'universitaire R. Mejdani. Ces changements politiques provoquent des évolutions importantes dans la diplomatie albanaise. Un des symboles les plus marquants en sera le tête-à-tête entre S. Milosevic et F. Nano à la conférence des États balkaniques en Crète le 3 novembre 1997. Comme le rappelle C. Luthard, elle constituait ni plus ni moins que la première rencontre directe et officielle entre responsables politiques de ce niveau depuis 1947 ⁴⁸. Après cette rencontre, les deux dirigeants ont la volonté de rétablir les liens diplomatiques. Tandis que l'opinion publique albanaise se demande s'il n'y a pas eu un “arrangement” entre les deux hommes. F. Nano exigeant le respect des droits de l'homme pour les Albanais du Kosovo, et en contrepartie, il considérait que l'autonomie pour le Kosovo, est une question interne à la Yougoslavie. Le Premier ministre albanais ⁴⁹ dément; il considère sa rencontre avec le président yougoslave comme historique car elle encourage la volonté de dialogue portant sur tous les problèmes existants dans les relations entre l'Albanie et la Yougoslavie, y compris le problème du Kosovo ⁵⁰. Il

entrevoit cette rencontre dans le cadre global du dialogue qui devrait se renforcer entre les pays balkaniques ⁵¹. Le mois de novembre 1997 sera historique à un autre égard puisque le 28, jour de la fête nationale albanaise, des hommes de l'UÇK font leur première apparition publique au Kosovo et ce, lors d'un enterrement. Encore une fois, la proximité de deux événements d'une telle importance pour la nation albanaise suscitera bien des interrogations.

La diplomatie albanaise du gouvernement socialiste de F. Nano retrouve certains accents communs avec celles qui sont menées durant le régime communiste. Si l'ouverture au monde rompt radicalement avec l'autarcie volontariste de la période Hoxha, la prudence envers le Kosovo demeure. On est loin de la rhétorique nationaliste de S. Berisha. "En matière de politique étrangère, F. Nano tranche avec son prédécesseur. Tirana a mené de bonnes relations avec Athènes et Skopje et ne veut pas froisser Belgrade" ⁵².

Ainsi, il multiplie les déclarations apaisantes sans doute parce qu'à son avis la guerre au Kosovo menaçait la stabilité de l'Albanie ⁵³. Il estime entre autres que : "Il n'y a pas de réunification possible hors des critères européens qui fondent des communautés régionales unies par des frontières ouvertes" ⁵⁴ et que : "Mon modèle est celui de l'Europe décentralisée, dans laquelle les frontières sont plus des points de contact que des barrières et où les institutions démocratiques permettent aux citoyens d'exercer leurs libertés fondamentales et de se déplacer librement...Les États qui réagissent encore à l'ancienne, telle la Serbie, seront peu à peu encerclés par ces sociétés ouvertes" ⁵⁵.

Le retour aux affaires de F. Nano change également les relations entre les dirigeants albanais et les leaders kosovars. Adem Demaçi, le "Mandela albanais", qui sera d'août 1998 à mars 1999, le représentant politique de l'UÇK, refusera toute collaboration avec F. Nano et les relations de I.Rugova avec le Premier ministre albanais peuvent être synthétisées comme suit : "Pendant l'année où il se maintient au pouvoir, Nano n'entretint quasi aucune relation avec Rugova et les deux dirigeants ne se privèrent pas de proférer des remarques acerbes à l'adresse l'un de l'autre. Rugova alla jusqu'à dire : 'Nous souhaitons entretenir de bonnes relations avec l'Albanie, puisque c'est un pays voisin' et Nano déclara que Rugova 'ne représentait que lui-même' " ⁵⁶. Malgré cela, F. Nano déclare en novembre 1998 qu'il supportait la politique non-violente promue par I.Rugova. Lors d'une rencontre à la Maison-Blanche avec Bill Clinton, I. Rugova accusa F. Nano d'encourager l'UÇK et d'avoir des liens idéologiques marxistes-léninistes avec cette organisation.

L'attitude de F. Nano envers l'UÇK lors de sa création et de sa phase d'expansion reste problématique faute de sources, de témoignages et de recul historique. D'une part, les activités de l'UÇK gêneront la politique apaisante de F. Nano et lors de sa rencontre "historique" avec S.Milosevic, F. Nano condamnera l'UÇK pour ses "activités terroristes". Mais à l'époque, I.Rugova tout comme l'ensemble de la classe politique albanaise condamnait cette organisation dont la naissance et les premières activités ont souvent été décrites comme le résultat en sous-main des services secrets serbes qui tenteraient ainsi de diviser la population du Kosovo et de décrédibiliser sa lutte au niveau international. Le ministre des affaires Etrangères de F. Nano, Paskal Milo déclare ⁵⁷ quant à lui en décembre 1997 que l'Albanie est pour une solution privilégiant le dialogue; il réaffirme qu'il partage les mêmes positions que les autorités de Prishtina et confirme que le gouvernement albanais n'a pas de relations avec l'UÇK dont elle ne connaît pas le programme.

D'autre part, il semblerait⁵⁸ que F. Nano ait joué un rôle non négligeable dans la crédibilisation de l'UÇK aux yeux des occidentaux. De plus, même s'il faut rester prudent, il est indéniable que d'anciens réseaux existant du temps du régime d'E. Hoxha ont été réactivés. En effet, une partie des dirigeants de l'UÇK sont issus de la série des groupuscules marxistes-léninistes qui ont vu le jour au Kosovo durant les années soixante-dix. Christophe Chiclet note, par exemple, qu'un des membres dirigeants de l'UÇK, Xhavid Haliti était la personne chargée par les services secrets (Sigurimi) de Tirana du temps du régime communiste de suivre et d'encadrer les groupuscules d'extrême gauche très actifs parmi l'émigration en Allemagne et Suisse plus particulièrement et aux Etats-Unis dans une moindre mesure.

Les relations entre S. Berisha et l'UÇK doivent également être examinées. En effet, de nombreux observateurs estiment que la défaite de S. Berisha et son retour dans son fief du Nord du pays, à Tropojë, ont joué un rôle crucial dans la préparation de l'UÇK. En effet, il sera soupçonné de protéger des camps d'entraînement de l'UÇK situés dans cette région. Néanmoins, les premiers intéressés démentent⁵⁹ non seulement l'existence de tels camps mais également le soutien de S. Berisha. Un des responsables de l'UÇK déclara à ce propos : "Les journalistes écrivent n'importe quoi. C'est absolument faux. L'UÇK et Berisha, c'est comme Jospin et Le Pen, en opposition totale soyez en sûrs... Nous avons eu une position anti-Berisha parce que son gouvernement a appauvri l'Albanie. Essayez d'interviewer Berisha en lui disant qu'il soutient l'UÇK, il va être fou furieux"⁶⁰. Il faut insister sur le fait que tous les responsables politiques albanais démentent l'existence de camps d'entraînement en Albanie. Le pays des aigles est accusé d'abriter de tels camps depuis 1992.

La position de S. Berisha vis-à-vis de l'UÇK variera comme celles de l'ensemble de la classe politique albanaise. Dans un premier temps, comme I. Rugova et F. Nano il dénoncera une création des services secrets serbes mais également de F. Nano. En effet, il déclare en octobre 1998 que "les services secrets mettent à la tête de l'UCK des collaborateurs de Milosevic sous l'étiquette marxiste-léniniste avec le blanc sain de Nano pour leur donner le monopole des armes". Pour S. Berisha toujours "ce sont des aventuriers marxistes qui préfèrent l'anonymat sur la scène internationale mais qui ont des contacts réguliers avec Slobodan Milosevic et Fatos Nano". En mars 1998, il appelle les Albanais du Kosovo à ne pas aggraver la situation. Plus tard, il reconnaît la légitimité du combat de l'UÇK et de son organisation. S. Berisha lance en 1998 le slogan "Une nation, une position"⁶¹ qu'on retrouve dans les déclarations gouvernementales du pouvoir socialiste⁶².

Il rappelle au mois de mai 1999 que son parti, le Parti démocratique, est en faveur du principe d'autodétermination pour régler le problème du Kosovo et qu'il considère que son indépendance serait un facteur de stabilité dans les Balkans. À cette même occasion, il rappelle également que le Conseil du Parti Démocratique a été l'un des premiers à soutenir l'UÇK comme force de résistance légale contre l'agresseur serbe au Kosovo. Pour lui⁶³, la conférence de Rambouillet (6 au 23 février 1999) marque le changement d'initiative des mains de Slobodan Milosevic à ceux de la communauté internationale ainsi que l'unification des facteurs politiques albanais et enfin, elle revêt une importance primordiale pour une solution équitable de la question du Kosovo. Il ajoute, fin septembre 1999, soit plus de trois mois après la fin des bombardements des pays de l'Otan sur la Yougoslavie (du 24 mars au 9 juin 1999), que si le racisme anti-albanais persiste dans les Balkans, bien qu'il ne cherche pas à modifier les frontières, il ne pouvait exclure la possibilité pour les Albanais de former une fédération d'Albanais

libre dans les Balkans comme condition fondamentale de survie. Enfin, dans un communiqué de presse du 7 juin 1999, il dénonce la position des officiels de Tirana qui divisent les facteurs politiques et militaires et dénigre le président I.Rugova.

L'UÇK pose de fait un problème tant aux socialistes de F. Nano qu'aux démocrates de S.Berisha. Ces derniers peuvent se retrouver dans les discours nationalistes de l'UÇK, mais se méfient de ses tendances marxistes-léninistes et de ses relations avec les socialistes, tandis que ceux-ci, s'ils entretiennent des rapports historiques avec certains leaders de l'UÇK sont gênés par l'aide accordée par le Nord du pays, par l'influence guègue au Kosovo et par la remise en cause de la modération diplomatique traditionnelle des socialistes envers la question du Kosovo.

P. Majko, qui succède à F. Nano début octobre 1999, suite à une crise politique interne au Parti socialiste, devra gérer le conflit qui fait rage au Kosovo. Sa politique visera à maximiser les bénéfices pour l'Albanie du conflit en ouvrant grand la porte de Tirana à l'Otan, aux Occidentaux et à l'UÇK. Ainsi, il tente de rendre l'Albanie à nouveau incontournable sur la carte politique régionale et à attirer l'attention des alliés sur le besoin de stabilisation et d'aide économique massive pour son pays.

Dans ce dessein, Tirana essaye sans succès d'unir les forces politiques du Kosovo afin qu'ils s'expriment d'une voix unie face à la communauté internationale. Le ministre des Affaires étrangères Paskal Milo déclarait dès août 1998 que les divisions au sein des albanais du Kosovo diminuent leur crédibilité sur la scène internationale. Il est donc urgent à son avis qu'ils établissent une stratégie commune. Le premier ministre albanais déclare le 25 novembre 1998, que les Albanais du Kosovo devaient considérer l'Albanie comme un point d'union où ils peuvent venir ensemble pour débattre ouvertement des questions politiques controversées. En somme, leur volonté est de créer un Conseil National de Sécurité Uni regroupant l'ensemble des forces politiques du Kosovo. Ces tentatives d'union se multiplieront à l'approche du début de la Conférence de Rambouillet. A. Demaçi, représentant politique de l'UÇK, se rend à Tirana en début janvier 1999 ; lui succéderont dans le même mois, R.Qosja, Bujar Bukoshi Premier ministre du gouvernement, I.Rugova et une délégation du parlement du Kosovo. La signature entre les acteurs politiques et militaires du Kosovo (autrement dit LDK, UÇK, LBD et les indépendants) d'un accord ayant pour but l'instauration d'un gouvernement provisoire sera accueilli très favorablement à Tirana. Mais, une fois la conférence terminée, le refus de la LDK d'y siéger, aura pour conséquence de prolonger le rôle de médiateur que joue Tirana. Le gouvernement P.Majko invitera à plusieurs reprises les composantes politiques des Albanais du Kosovo à se rendre à Tirana, particulièrement début mai 1999, mais I. Rugova refusera de faire le voyage. Le gouvernement H. Thaçi ayant son siège pendant les bombardements à Tirana. Il sera reconnu par le Parlement albanais, le 12 mai 1999.

La position face à l'UÇK est de reconnaître rapidement le rôle crucial que celle-ci joue. P.Milo affirme en novembre 1998 que l'UÇK permet aux Albanais du Kosovo de jouer un rôle dans leur propre futur et qu'elle est perçue dès à présent comme un facteur politique et non plus comme une force militaire. Son souhait est que l'UÇK soit plus réaliste et modérée car la solution au conflit ne peut se faire que par le dialogue. F.Nano déclare en juillet 1998 déjà, que l'UÇK est une composante clef pour résoudre la crise et qu'elle devait être prise en considération par la communauté internationale. Il demande également au même moment que le gouvernement du Kosovo dirigé par B. Bukoshi intègre l'UÇK. En mars 1999, P.Majko déclarait que : "le gouvernement albanais

se sent proche en ce moment des combattants de l'UÇK qui défende la nation contre la machine de guerre serbe" ⁶⁴.

Dès le début de la crise, l'Albanie demande l'intervention aérienne de l'Otan et suite à l'intensification des combats une intervention terrestre, ceci dans un contexte où le pays des aigles se plaint des intrusions terrestres et de la violation de son espace aérien des forces armées et de sécurité de Yougoslavie. L'Albanie, dès la chute du communisme a eu comme priorité d'intégrer l'Otan dont elle a signé le partenariat pour la paix en 1993. Dans le cadre de la guerre au Kosovo, elle mit toutes ses infrastructures à la disposition de cette organisation. Ceci lui garantissait sans doute dans un premier temps une sécurité certaine et une collaboration étroite avec une organisation qu'elle voudrait intégrer dans les plus brefs délais tout en contraignant sa politique étrangère qui était subordonnée dans les moments cruciaux à la politique américaine. S.Berisha proposait dès juin 1998 que l'Otan coordonne avec l'UÇK les éventuelles actions sur le terrain. C'est exactement ce qui va se produire au printemps 1999. F. Nano déclarait ⁶⁵ quant à lui en août 1998 que l'Otan était présente pour soutenir la démocratie en Albanie, pour réaffirmer son désir de stabilité au pays des aigles et pour moderniser et rendre l'armée efficace. Une fois de plus ce sont les arguments ayant trait à la situation interne de l'Albanie qui sont mis en avant. F. Nano, en juin 1998 réaffirmait sa position en estimant que l'Albanie souhaite que le Kosovo obtienne le statut de République au sein de la Yougoslavie. En avril 1999, le président albanais R. Mejdani insiste sur le fait qu'il fallait aider l'UÇK et revendiquer de la création d'un protectorat international sur le Kosovo. D'une manière plus générale, selon ce dernier, c'est un véritable plan Marshall dont les Balkans ont besoin. À la même époque, le premier ministre P. Majko affirme pour la première et seule fois que l'indépendance devrait être envisagée mais ceci uniquement en réponse au nettoyage ethnique en cours, alors qu'en novembre 1998, il plaidait pour une intervention internationale immédiate établissant un statut temporaire octroyant une large autonomie à la République autoproclamée. Il est intéressant de constater que pour la plupart des hommes politiques albanais la solution au problème du Kosovo n'est perçue à long terme que dans une structure plus élargie où les rapports avec les pays balkaniques et l'Union européenne sont privilégiés.

F. Nano, président du PS, soutient le 6 décembre 1999, l'ouverture des frontières qui assurerait une liberté de mouvement dans la région. Ce qui à son avis est la meilleure voie pour diminuer les appels des nationalistes à l'établissement d'une Grande Albanie. Cela aurait pour conséquences, toujours selon lui, de rendre les frontières non pertinentes. Les différentes prises de positions de F. Nano confirment son opposition à la création d'une "grande Albanie". Ilir Meta, Premier ministre albanais depuis fin octobre 1999, voit quant à lui, l'avenir du Kosovo dans une nouvelle Europe où le processus d'intégration est en cours. Le président de la République déclare à la mi-juin 1999 que le Kosovo et le Monténégro indépendant de la Yougoslavie et intégrés dans une Europe unie seront un facteur de stabilité. Il réaffirme clairement que : "Il n'est pas du tout question d'une 'grande Albanie' mais d'intégrer une Europe unie". ⁶⁶

La question primordiale est de mesurer l'impact de la sortie de l'autarcie du pays des aigles dans le déroulement de la crise au Kosovo ? Premièrement, l'Albanie a constitué soit un lieu d'installation, soit un lieu de transit pour une émigration vers Occident. En cela le pays des aigles a joué avec la Macédoine un rôle d'absorption de cette masse de gens (350 000) qui ont fuit le Kosovo, depuis le début des années quatre-vingt-dix. Ensuite, l'Albanie a été la base arrière des organisations politiques et "militaires" des

Albanais du Kosovo, l'UÇK ayant installé un quartier général à Tirana. Si la presse a souvent évoqué les camps d'entraînement de l'UÇK au Kosovo, l'Albanie a aussi été le théâtre de la concurrence entre l'UÇK et les Forces Armées Révolutionnaires du Kosovo (FARK), cette dernière étant l'armée du gouvernement de I.Rugova. C'est son premier ministre en exil en Allemagne qui était chargé d'organiser les FARK à partir d'Albanie. C'est dans ce contexte de concurrence que doit être compris l'assassinat à Tirana du général Ahmet Krasniqi, chef des FARK, le 21 septembre 1998. Cet assassinat met un terme aux événements sanglants du mois de septembre en Albanie qui avait débuté avec l'assassinat du bras droit de S. Berisha au sein du PD, le député Azem Hajdari. On soupçonnait celui-ci de participer activement au trafic d'armes vers le Kosovo. Suite à cet événement, les 14 et 15 septembre, une série de manifestations qui ont été interprétées comme une tentative de coup d'Etat des partisans de S. Berisha se sont déroulées devant le siège du gouvernement, le Parlement et la télévision demandant la démission du gouvernement. À cette occasion, des Albanais du Kosovo, sans doute membres des FARK, étaient présents pour soutenir l'action de l'ancien président albanais⁶⁷. Ces événements conduiront le PD à boycotter à nouveau le parlement jusqu'en juillet 1999.

Finalement, comme nous venons de l'évoquer, la décennie quatre-vingt-dix, reflétera au niveau de l'action de Tirana à l'égard du Kosovo en trois périodes. La première (1992-95) et la troisième (1998 à nos jours) réunissent pour notre sujet d'études les mêmes caractéristiques, les deux périodes que nous avons évoquées étant marquées par une présence internationale forte. La seconde période chronologique qui s'étend de 1996 et plus particulièrement de la campagne électorale des législatives de mai-juin 1996 au remplacement à la tête du gouvernement de F. Nano par P. Majko début octobre 1998, qui fut marqué par une série d'événements que nous avons évoqués et dont l'impact sur la question nationale fut important. Cette période a comme caractéristique une moindre implication de la communauté internationale au pays des aigles. Ces périodes sont marquées par le dilemme que le philosophe albanais, Artan Fuga, a le mieux présenté : "la politique albanaise devait faire le choix impossible entre devenir forte en intentions et faible en moyens et soutiens internationaux ou devenir forte en moyens et soutiens internationaux et faibles en intentions"⁶⁸.

*

La réunion des territoires peuplés d'Albanais dans les Balkans n'est pas pour l'instant une priorité pour Tirana. Comme nous venons de le montrer, la constitution de cette mythique "Albanie ethnique" bouleverserait les équilibres internes à la République d'Albanie, que ce soit du point de vue économique, linguistique, religieux.

Les dirigeants de Tirana ont voulu dans un premier temps s'assurer de l'existence d'une Albanie souveraine, avant de consolider le développement du pays. Depuis 1991, l'objectif est de poser les fondements d'un développement démocratique durable. En effet, le manque de tradition démocratique dans ce pays additionné à la faiblesse économique ne permettent pas à l'Albanie de jouer un rôle moteur vis-à-vis de la question nationale. De plus, pour les raisons qui viennent d'être évoquées, le pays des aigles est dépendant de l'aide internationale assujettissant ainsi sa position en regard de cette problématique et ce particulièrement dans un environnement régional qui connut lors de la décennie quatre-vingt-dix des modifications importantes. Si nous avons pu déterminer trois périodes dans l'histoire politique récente de l'Albanie, elle se caractérise également par l'importance de la présence de la communauté internationale. La position de Tirana est révélatrice à cet égard, puisque bien qu'elle ait

reconnu en 1991, l'indépendance de la république du Kosovo, elle souhaite que le Kosovo obtienne une autonomie élargie, ou encore que la région soit dirigée par les Albanais dans les modalités qu'ils auront choisies librement et démocratiquement. De la question de l'existence d'une république indépendante et souveraine, il n'en est guère question. Le discours ambigu de Tirana a suscité des espoirs et des perspectives auprès des Albanais du Kosovo que le pays des aigles n'avaient ni les moyens, ni sans doute la volonté de satisfaire. Mais cela a incontestablement aussi pesé dans l'évolution de la situation politique au Kosovo. En effet, on ne doit pas oublier, même si ce n'était pas le sujet de la présente analyse, la responsabilité écrasante de Belgrade dans la violation systématique des droits de l'homme à l'égard des Albanais du Kosovo. On remarquera enfin que depuis 1992, comme l'analysait déjà Thomas Schreiber, la situation et la position de Tirana n'ont guère évolué : "En raison de sa situation, l'Albanie n'est pas en mesure d'apporter une aide quelconque aux 'compatriotes de l'autre côté des montagnes' ; elle s'est efforcée pendant toute l'année 1992 de convaincre la communauté internationale de la nécessité d'une action diplomatique pour peser sur le président Slobodan Milosevic en raison des multiples violations des droits de l'homme perpétrées au Kosovo par les autorités et les milices serbes", il ajoutait également "... les dirigeants albanais, bénéficient à cet égard d'un large consensus de toutes les forces politiques, comptant essentiellement sur le monde occidental pour les aider à surmonter leurs difficultés et à sauvegarder leur indépendance" ⁶⁹.

NOTES

1. On signalera l'article de G. Jandot, "L'Albanie et 'les Yougoslaves', images et ruptures", *Confluences Méditerranée*, n°8, automne 1993, pp.51-59.
2. M. Roux, *Les Albanais en Yougoslavie. Minorité territoriale et développement*, Paris, Editions de La maison des sciences de l'homme, 1992.
3. H. Stark, "La question albanaise", *Politique étrangère*, printemps 1994, p. 212.
4. A ce sujet voir C. Chiclet, "Macédoine. Elections présidentielles", *Confluences Méditerranée*, n°32, hiver 1999-2000, pp. 167-172
5. O. Deslondes, "Les Albanais de Macédoine : une minorité incontournable", in J.-M. de Waele et K. Gjelošhaj, *De la question albanaise au Kosovo*, Bruxelles, Ed Complexe, 1999, pp. 109-122.
6. *Le Monde*, 16 février 1990.
7. M. Roux, "Le Kosovo : développement régional et intégration en Yougoslavie", *Hérodote*, n°25, 1982, p. 13.
8. A. Pipa, "The interplay of serbian, albanian and kosovar stalinism in the Kosovo tragedy", *Albanica*, hiver 1990, p. 11.
9. S. Premtaji, "Stalinisme et communisme en Albanie", *Cahiers Léon Trotsky*, novembre 1997, n°60, pp. 57-70.
10. Sadik Premtaji ne cite que le prénom de Dusan Mugosa.
11. S. Premtaji, "Stalinisme et communisme en Albanie", art. cité, p. 58.

12. M. Vickers, *The Albanians. A Modern History*, Londres/New-York, I.B. Tauris, 1995, p. 153.
13. Les troupes de Mussolini envahirent l'Albanie le 7 avril 1939.
14. Voir entre autres, T. Zaimi, *Lidhja e II e Prizrenit dhe lufta heroike e popullit për mbojtjen e Kosovës*, Bruxelles, 1964.
15. E. Biberaj, *Albania and China. A Study of an Unequal Alliance*, Boulder et Londres, Westview press, 1986, p.19,20.
16. E. Biberaj, *op. cit.*, p. 20.
17. H. Stark, "La question albanaise", art. cité. p. 212.
18. I. Kadare, *Printemps albanais*, Paris, Fayard, 1991, p. 200.
19. P. et C. Cabannes, *Passions albanaises. De Berisha au Kosovo*, Paris, Odile Jacob, 1999, p. 25.
20. E. et J-P.Champseix, *L'Albanie ou la logique du désespoir*, Paris, La Découverte, 1992, p. 229.
21. G. Jandot, *L'Albanie d'Enver Hoxha (1944-1985)*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 54
22. N. Martin, *La forteresse albanaise. Un communisme national*, Paris, Fayolle, 1979, p.184.
23. *Ibid*, p.179.
24. *Ibid*.
25. Sur la problématique voir, "Kosovo. Past and Present", *Review of International Affairs*, Belgrade.
26. M.Vickers, *The view from Tirana : the Albanian dimension of the Kosova Crises*, www.crisis-group.org
27. J-M. de Waele et K. Gjeloshaj, "Universités et question nationale en Albanie", *La nouvelle alternative*, n°46, juin 1997, pp.8-10.
28. J-P. Champseix, "L'Albanie entre l'exode et la réforme", *Hérodote*, n°63, 1991, p.172
29. C.Chiclet en cite au moins quatre, le Front populaire, le Parti marxiste léniniste de Yougoslavie, le Mouvement pour la libération du Kosovo et des territoires occupés et l'Organisation marxiste léniniste du Kosovo. "L'étrange armée des ombres", *Confluences Méditerranée*, n°28, hiver 1998-1999, p. 135.
30. C'est le congrès de l'orthographe qui se tint en 1972 qui impose l'emploi de la variante tosqe comme langue nationale.
31. A. Raxhimi, "Les frères sont devenus de lointains cousins", *AIM- Le courrier des Balkans*, 17 septembre 1999.
32. G. Jandot, *L'Albanie d'Enver Hoxha (1944-1985)*, *op. cit.*, p. 131.
33. A. Pipa, "Géopolitique de la langue albanaise", in M. Roux, *Etats, Nations et territoires en Europe de l'Est et en URSS*, Paris, L'Harmattan, p.86.
34. J-M. De Waele, K. Gjeloshaj, "Géopolitique de la crise albanaise", *Confluences Méditerranée*, été 1997, n°22, pp. 119-130.
35. A. Pipa, "Géopolitique de la langue albanaise", art. cité, p. 86
36. I. Rugova, *La question du Kosovo*, Paris, Fayard, 1994, p.172, les deux autres options étant l'une l'indépendance et l'autre une République réunissant tous les Albanais de Yougoslavie.
37. R. Qosja, *La question albanaise*, Paris, Fayard, 1995, p. 267.
38. La Ligue Démocratique du Kosovo (LDK) fut créée le 23 décembre 1989.
39. J. Pettifer et M. Vickers, *Albania. From anarchy to a Balkan identity*, Londres, Hurst & Company, 1997, p. 149.
40. ATA, 3 janvier 1991.
41. Cité par J-P. Champseix, *op. cit.*, p. 155.

42. L. Zanga, *The Albanian democratic party*, Radio Free Europe, Research report on eastern Europe, mars 1991, p. 2.
43. B.Fevziu, "Révélations sur l'homme qui a lancé l'UCK", *Courrier International*, n°441, 15 au 21 avril 1999, p. 42.
44. Goldman Minton F., "Revolution and change in central and eastern Europe", M.E. Sharpe, Armonk/Londres, 1997, p. 78.
45. Democratic Party of Albania, Tirana, August 13, 1992.
46. S. Berisha, "Albanie : les défis de l'après-communisme", *Politique Internationale*, n°57, automne 1992, (entretien avec J-C Buhner et C. B. Levenson), p. 312.
47. H. Stark, "La question albanaise", art. cité, p. 220.
48. C. Luthard, *Géopolitique de la Serbie-Monténégro*, Bruxelles, Complexe, 1998, p. 120.
49. ATA 4 novembre 1997.
50. *Ibid.*
51. ATA 2 novembre 1997.
52. C.Chiclet, "L'Albanie fragilisée", *Le Monde Diplomatique*, juillet 1998, p. 10.
53. RFE, 17 juillet 1998.
54. F. Nano, "Albanie : le temps retrouvé", *Politique Internationale*, n°78, Hiver 1997-1998, entretien avec Marc Semo, p. 204.
55. F. Nano, "Albanie : le temps retrouvé", *op cit.*, p. 205.
56. R. Lani, "Rugova :la difficile route de Tirana. Neuf années de zigzags. Grandeur et décadence d'un symbole", *Le Courrier des Balkans*, 16 mai 1999.
57. ATA 23 décembre 1997.
58. B. Fevziu, *Révélations sur l'homme qui a lancé l'UCK*, *op. cit.* p. 42.
59. P. Denaud, V. Pras, *Kosovo. Naissance d'une lutte armée UCK. Entretiens avec Bardhyl Mahmuti représentant politique de l'armée de libération du Kosovo*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 116.
60. *Ibid*, p. 117.
61. R. Lakshman-Lepain, "L'Albanie dans l'oeil du cyclone", *La nouvelle alternative*, n°49, mars 1998, p.50.
62. BBC World Report EE/3492 B/1, 25 Mars 1999 ou encore RFE 19 janvier 1999.
63. ATA, 8 février 1999.
64. RFE, 29 mars 1999
65. ATA, 22 août 1998
66. Albanian Daily News-Tirana, "Le président albanais nie souhaiter une grande Albanie", traduit par Emmanuelle Rivière pour *Le Courrier des Balkans*, le 15 septembre 1999.
67. Z. Alushi, "Pour qui travaillent les kosovars de Tirana ?", *Klan*, 27 septembre 1998, diffusé par le *Courrier des Balkans*.
68. A. Fuga, "La question nationale et la vie politique en Albanie", in J-M. De Waele et K. Gjeshaj, *De la question albanaise au Kosovo*, Bruxelles, éd. Complexe, 1999, p. 132.
69. T. Schreiber, "L'Albanie en 1992. L'année politique : le choix démocratique", *L'Europe centrale et orientale en 1992*, Paris, éd. La documentation Française, 1993, p. 85